
EN TEMPS RÉEL

Compte - Rendu

Rencontre du 6 mai 2003

Comment parler de la gauche ?

autour de Marcel Gauchet

Les réflexions qui suivent ne portent pas sur le « socialisme », au sens d'une identité intellectuellement revendiquée ou d'une stratégie politique incarnée dans un parti et défendue par un programme lors de campagnes électorales. Si on se limitait à cette seule réflexion, si on la bornait à des enjeux intellectuels, stratégiques ou institutionnels, on ne serait en effet toujours pas plus avancé quant à la question de savoir comment l'offre politique est réellement perçue par ceux auxquels elle s'adresse. On ne comprendrait pas les critères à l'aune desquels est jugée au quotidien l'action de tel ou tel gouvernement.

Chacun sait que ce jugement est en fait passé au crible de l'alternative droite/ gauche. Celui qui juge se positionne lorsqu'il juge en fonction d'un camp politique particulier. Voter revient largement à trancher l'alternative droite/gauche en faveur de la droite ou de la gauche. La question suivante est donc essentielle : quid de « l'identité de la gauche » ? Qu'est-ce qui fait que l'on se sent de droite ou de gauche ?

Or à gauche ni les Partis ni les futurs candidats au gouvernement n'ont suffisamment compris les trois raisons pour lesquelles cette identité n'allait aujourd'hui plus de soi.

1. D'une part, le clivage droite/ gauche n'a plus le même sens. On ne compte plus les études statistiques sur ce point, il suffit de se reporter au *Vote de tous les refus* de Pascal Perrineau ou à *L'état de l'Opinion* d'Olivier Duhamel. Ces études soulignent toutes, ainsi qu'il fallait s'y attendre, que de plus en plus d'électeurs estiment que le clivage droite/gauche est dépassé. Comme s'ils avaient plus de difficulté qu'auparavant à donner un contenu à ses deux notions, comme si à leurs yeux la différence entre la droite et la gauche s'était brouillée. Mais dans le même temps, qui le nierait, il est évident que ce clivage persiste.

Mon interprétation de cette contradiction est que le clivage droite/gauche s'est moins atténué qu'il ne s'est profondément relativisé. Il est en quelque sorte devenu « négatif » au sens où les électeurs s'identifient surtout au refus de l'autre camp alors qu'ils s'identifiaient à leur propre camp. Pour beaucoup d'électeurs de gauche, qu'est la droite sinon avant tout l'anti-gauche ?

L'intégration du pluralisme politique explique largement cette relativisation du clivage

droite/gauche. L'alternance est rentrée dans les mœurs, la coexistence des deux camps norme désormais la conscience politique. Sans doute, ce pluralisme est-il de résignation : il reflète la mollesse des Gouvernements de gauche qui n'ont pas su susciter une identité propre tout autant que leur sectarisme dans la mesure où trop souvent ils n'arrivent pas intégrer le pluralisme comme une donnée du jeu politique.

Face à cela, l'erreur majeure de la gauche est d'avoir cru pouvoir revendiquer une supériorité morale. Le pluralisme politique conduit à concevoir le clivage persistant entre la droite et la gauche d'une autre façon. La vraie question est devenue : comment retrouver une identité politique fondée sur des principes à l'heure du pluralisme ?

2. D'autre part, la gauche s'embourgeoise. De nombreuses enquêtes l'attestent. Les cadres supérieurs votent désormais majoritairement à gauche alors qu'ils étaient moins de 20% à le faire au début des années 1970 et moins de 10 % en 1968. Cette tendance lourde atteint aussi le secteur privé. Aucune fatalité historique ne conduira du reste le fameux peuple de gauche à continuer de voter à gauche. Il se peut qu'il finisse par voter à droite, il se peut qu'il finisse par ne plus voter.

Mais ceux qui réduisent cette tendance lourde au boboïsme se trompent. Il y a dans cette évolution sociologique de la gauche l'expression d'une évolution profonde du contenu même de la gauche dont les phases sont connues : transformation sociale jusqu'en 1981, justice sociale ensuite et enfin assistance sociale couplée à un libéralisme moral. Jacques Julliard l'a très bien analysé encore récemment.

Cette évolution conduit la gauche vers les milieux les plus favorisés et les plus éduqués, et dans le même mouvement vers des problèmes électoraux considérables autant qu'inédits. *In fine*, il n'est pas infondé de penser que la droite devrait à l'avenir toucher plus facilement que la gauche l'électorat populaire. C'est sur quoi cette dernière devrait réfléchir.

3. Enfin, l'extrême gauche continue de dominer idéologiquement la gauche. Cela est accentué par le fait que la gauche fournit les arguments à l'extrême gauche pour sa propre politique. Les campagnes de Lionel Jospin de 1995 et de 2003 ont d'ailleurs assez montré que la gauche de Gouvernement passait structurellement pour le traître et le renégat.

Les raisons en sont multiples. A la fois un lourd héritage historique qui a vu le pôle le plus à gauche être celui du mouvement, ayant vocation à occuper tout l'espace politique. Et aussi la domination des intellectuels et de leur culture de la radicalité dans l'espace public jusqu'au milieu des années 1970 (on pense bien sûr au dernier regret de Sartre de ne pas avoir été « assez radical »).

Resterait bien sûr à caractériser précisément la prégnance de cette extrême gauche dont on peut dire en première approximation qu'elle est faite de supériorité morale, de recherche systématique d'une revendication radicale, mais aussi, et c'est un point sur lequel on est trop peu revenu, de son rôle primordial dans la formation du personnel politique actuel.

Mais la tâche essentielle de la gauche est surtout de se sortir de ce porte-à-faux identitaire. Lionel Jospin avait su gérer la synthèse pluraliste de la gauche plurielle avec beaucoup de finesse. Comme on le sait, cette synthèse s'est écroulée sous lui et l'a fait s'écrouler en 2002. Mais il n'y a là aucun hasard, cet écroulement devait se produire pour la simple raison que cette synthèse contient en elle le principe de la dénonciation de qui la mène.

Prise dans l'étai de cette synthèse en soi contradictoire, la gauche s'est mise dans l'incapacité de répondre. Il lui faut aller au bout d'une évolution déjà largement engagée et lever une fois pour toute l'hypothèque de l'extrême gauche au sein de la gauche. Cette rupture avec l'extrême gauche ne sera que l'accomplissement du parcours engagé depuis l'Union de la gauche de Mitterrand.

Cela passera par un aggiornamento de sa propre doctrine. Si la gauche souhaite retrouver une force gouvernementale, qu'elle cesse de continuer d'esquiver une telle redéfinition en profondeur de sa propre doctrine. Elle ne redeviendra pas politiquement dominante en sombrant dans une resucée collectiviste, fût-elle compensée par un point d'honneur moralo-libertaire.

4. Ces trois constats laissent ouvertes deux questions : *quid* du Parti ? *quid* des militants ? Car il n'est pas certain que le dialogue avec la société doive encore passer par le Parti. Le renouveau de la gauche et donc du socialisme passe par l'examen au fond de ces interrogations, il est vrai, vertigineuses.

Sur la question de savoir si la présente transformation sociale s'est déjà historiquement produite ?, la réponse est clairement non. Il est à noter que deux éléments jouent aujourd'hui à l'avantage de la gauche : la dissolution du bloc paysan qui, bien que populaire est de droite et la fragmentation politique du camp catholique dont, à l'exception des catholiques pratiquants, le vote se répartit équitablement entre la gauche et la droite.

Quant à savoir si l'on peut rompre avec le sinistrose sans s'embourgeoiser davantage ?, notons en passant que c'est un fantasme de l'intellectuel bourgeois que de croire que la classe populaire est révolutionnaire par nature. Il faut, comme il a toujours fallu, ce que Lénine avait bien compris d'ailleurs, lui apporter cette conscience de l'extérieur ; et tel est le rôle des intellectuels. La vraie question est de savoir si l'embourgeoisement effectif de la gauche lui permettra ou non de reprendre son électorat perdu.

Sur la dimension libertaire de la gauche. Denis Olivennes rappelle que la gauche ne saurait l'écartier d'un simple revers de main dans la mesure où non seulement cette tendance est fondamentalement ancrée dans son patrimoine mais aussi parce que la gauche a vocation à réunir une partie de la bourgeoisie éclairée que l'on sait très sensible à cette dimension. Mais dans le même temps, cette tendance est contradictoire avec l'aspiration collective et la justice populaire. D'où la question de savoir si l'on doit lever cette contradiction ou bien la gérer, comme l'a choisi la gauche actuelle. Selon MG, il y a là avant tout un problème d'exécution. La manière d'exécuter et de mettre en œuvre des mesures est déterminante. On le voit sur la question du droit des femmes, le développement individuel est une valeur essentielle de la gauche. Mais de ce point de vue là et de façon plus générale, la gauche française n'est paradoxalement pas la plus innovante.

Gérard Grumberg précise qu'il faut selon lui et à fin d'exhaustivité réfléchir à la question de la participation au pouvoir et non seulement à celle du pluralisme.

Sur l'importance des principes et de la doctrine en politique (GG), MG insiste sur le fait que, quel que soit le jugement porté sur Blair, ce dernier a indubitablement défini des principes politiques. En France en revanche, le tabou règne encore sur une grille de lecture marxiste de la société. Cet économisme gênant ne peut toujours pas être vraiment discuté.

Sur la question de la révision (GG), il est clair que l'on ne peut se contenter d'une révision « dans les faits » car c'est un élément d'identité publique essentiel. Cette révision est néanmoins difficile à opérer en France pour des raisons de contenu autant que psychologiques. S'y joint la crainte qu'une

telle révision intronise l'extrême gauche.

Concernant les valeurs de l'après soixante-huit (GG), il est clair pour MG qu'il existe effectivement, derrière le discours politique, une évolution sociale structurée par le processus d'individualisation. Le véritable problème est la manière dont cela a été instrumentalisé à gauche.

Sur la question de savoir ce qu'est le peuple, Thierry Pech note que les catégories à travers lesquelles a été pensé le collectif ont disparu (peuple, masse, collectif). Selon MG, quid du peuple, nul ne le sait effectivement, certes, mais si nul ne sait ce qu'il est, lui sait en revanche ce qu'il est ou n'est pas. C'est un peuple sans le peuple (ni peuple souverain ni peuple des travailleurs), autrement dit une catégorie du politique qui fonctionne sans qu'on puisse lui assigner de contenu et ce d'autant plus qu'aujourd'hui elle fonctionne à rebours de toute appartenance (c'est peu dire en effet qu'il y a de la part de chacun un point d'honneur à refuser le groupe auquel il appartient).

Sur le paradoxe que constitue la faible offre de sécurité et le constat d'un embourgeoisement croissant, il est vrai que cet aveuglement est paradoxal. Et ce d'autant plus que répression, pour dire le moins, n'a pas posé dans l'histoire de cas de conscience particulier à la gauche.

Sur la question de savoir comment définir le militant autrement que dans le cadre de la définition aimable de celui qui se sent concerné par la politique au point d'y consacrer son temps libre ? Selon MG, il ne fait aucun doute que la relance de la capacité réflexive de la gauche suppose l'abandon de la figure du « militant vieux style » et l'institution de lieux de débats ouverts sur la société mixte (cf. la « conférence consensus ») associant citoyens et experts. MG plaiderait pour sa part pour la mise en place de formes proches de « primaires politiques ».

Stéphane Boujnah insiste sur le fait que la sphère médiatique joue un rôle d'isoloir national très puissant. Une autre intervenante insiste sur le fait que France 5 arrive à produire une culture télévisuelle qui ne soit pas une « culture cultivée » et qu'il faudrait, peut-être sur ce modèle, essayer de porter un véritable projet politique à travers les médias. MG considère effectivement cette question des médias comme vitale, elle ne doit pas être prise en compte seulement, bien sûr, comme phénomène économique et industriel.

Sur l'axe stratégique de la gauche, dans la mesure où il est difficile d'aller plus avant dans l'adoption de mesures individuelles déjà largement favorisées, ainsi que dans l'accroissement des mesures de redistribution pour d'évidentes raisons économiques, il semble judicieux de réfléchir d'avantage aux questions de principes. De ce point de vue-là, Tony Blair montre une voie, notamment par sa réflexion sur la valeur du travail.

Quant à l'extrême gauche, MG considère que le problème réside surtout en ce qu'il existe toute une aile spontanéiste libertaire qui prétend parler au nom de la société, bien plus qu'en l'existence de leader comme Olivier Besancenot.

Quant à la droite, le point essentiel est la liquidation du conservatisme. Devenue libérale en principe, elle est devenue pragmatique en pratique. Nul doute qu'elle fera à la gauche juste ce qu'il faut pour la gêner. Face à cela, la gauche doit rester une force de mouvement et une force de progrès.